



Cuba après Fidel ?

Une réflexion exploratrice sur les chances de survie d'un système socialiste

Par [Paul Evrard](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 07 mai 2007

[Cubamigos](#) 7 mai 2007

La question «quoi après Castro» semble évidente si on se base sur **50 années de désinformation**. Pour Cuba et les Cubains leur président n'est aussi qu'un mortel et il est évident qu'il y aura un jour une ère post-Castro. Hors Cuba la question est très suggestive car on veut nous faire croire que ce pays vit sous le knout d'un dictateur. Mais la Révolution, déjà avant 1959, est basée sur la concertation avec la population. Ce sont les idées de José Martí qui dominent, pas celles de Fidel Castro. D'ailleurs, lui-même ne se considère que comme un exécutant occasionnel.

Si on connaît Cuba, et j'entend par là si on a fait l'effort d'étudier l'histoire et le système actuel, cette question n'est plus pertinente.

Cuba est un état de droit. La Constitution Cubaine est explicite. Cuba n'est pas Castro et Castro n'est pas Cuba. Les Cubains sont souverains et si Fidel est leur mentor depuis plus de 50 ans, c'est parce qu'une large majorité le veut. Le socialisme a été fixé par référendum et confirmé par après par un deuxième **référendum**.

Depuis 1976 la vie politique est dirigée par le Poder Popular (Pouvoir Populaire). **Tout le pouvoir est aux mains du parlement**. Les décisions intermédiaires (entre les sessions parlementaires) sont prises par le Conseil d'Etat (organe composé par le parlement). Le gouvernement (pouvoir exécutif) est choisi par le Conseil d'Etat, parmi ses membres. Le pouvoir du président est plus limité que dans d'autres pays. Il ne peut pas, par exemple, nommer ou démettre un juge ou un ambassadeur, il ne peut pas émettre des décrets, il ne peut pas faire des lois. Les candidats pour les conseils communaux et provinciaux et le parlement sont proposés par les quartiers et les organisations sociales (syndicats, organisation des femmes, de jeunesse, etc.). **En aucun cas il n'y a intervention du P. C. C. (Parti Communiste)**. Ceci est expressément interdit par la Constitution. La politique liée à un parti est mal vue à Cuba.

S'imaginer qu'après la disparition de Fidel Castro de la scène politique il y aurait un soulèvement immédiat et que les Nord Américains seraient reçus les bras ouverts est une illusion créée consciemment par Miami et Washington et à laquelle ils ont fini par croire eux-mêmes.

C'est un thème qui occupe les organisations anti-castristes aux Etats-Unis depuis 40 ans (Que se serait-il passé si un de leurs plus de 500 attentats aurait réussi?).

L'opération en urgence de Fidel et son grand âge (° 13 août 1926) suscitent beaucoup de réflexions sur ce que deviendra Cuba une fois que «El Comandante» aura disparu. De

nombreux articles et livres ont été publiés sur ce thème. Nous voulons essayer ici de citer différentes possibilités d'une manière simple. Il y a beaucoup de prévisions, mais nous nous limiterons aux règles légales et aux illusions de Miami-Washington.

Que dit la Constitution Cubaine ?

En plus de Fidel Castro, qui est président depuis 1976, Cuba a cinq vice-présidents. Le premier en rang est Raùl Castro, le frère cadet de Fidel. Il est officiellement le successeur de Fidel jusqu'aux prochaines élections parlementaires. C'est en effet le parlement Cubain qui élit le président parmi ses membres. Fidel est proposé comme candidat par la population d'un district électoral de Santiago de Cuba et doit alors être élu comme parlementaire.

Raùl est le frère cadet de Fidel, mais lui aussi a dépassé les septante ans (au cas où il devrait décéder avant Fidel le flambeau serait repris par la personne qui est à ce moment là le premier vice-président). Même s'il n'a pas le charisme et le talent d'orateur de son frère, il est clair que l'image des frères Castro est totalement différente à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Ceci explique que l'évaluation de la popularité de ces dirigeants n'est pas toujours simple pour nous.

Pour la majorité des Cubains Fidel Castro est un «héros de la patrie» ou un «père de la patrie» au même titre que d'autres tels Marti, Cespedes, ... «Un père de famille sévère», patriote, nationaliste, mais un bon père.

A l'extérieur de Cuba on caractérise Fidel d'autoritaire, sans pitié et dictatorial. Ceci ne correspond pas du tout à la réalité, mais pour l'expliquer une étude approfondie du système politique de Cuba, unique en son genre, est indispensable. Ceci sort du cadre de cet article et nous mènerait trop loin. Mais cela expliquerait pourquoi la succession de Fidel et la survie du socialisme à Cuba ne sont pas des problèmes pour les Cubains qui ont assez de soucis quotidiens. La seule crainte qui existe chez la population est le risque d'une invasion par les Etats-Unis.

Août 2006 a bien illustré ces constatations. La sérénité avec laquelle les Cubains ont affronté les événements était en contraste flagrant avec les réactions à l'étranger et surtout les excès spectaculaires à Miami.

Qui est encore garant de l'avenir socialiste du pays ?

Il y a **Carlos Lage**, secrétaire du comité exécutif du Conseil des Ministres et vice-président du Conseil d'Etat (équivalent à la position de premier ministre). Ceci explique que certains citent souvent Carlos Lage Dávila pour l'avenir. Il est aussi le cerveau et l'architecte de la «Période spéciale en temps de paix» (depuis 1990), qui a sauvé Cuba du déclin. Avec le tourisme, la légalisation du dollar et les investissements étrangers il a -et ce contre l'avis de Fidel- remis Cuba sur la carte du monde. La création de zones franches et de joint-ventures avec des firmes étrangères, depuis la moitié des années nonante du siècle dernier, a suscité une croissance économique de plus de 5% (même 10,5% en 2005, en 2006 11,5% et pour 2007 on prévoit 12,5%).

Ceci est le résultat, en concertation avec la population, de l'engagement d'une jeune génération, éduquée après 1959. L'utilisation de la concertation, comme principe de base démocratique, est peu connu à l'extérieur du pays.

Les développements économiques récents sont très importants. Le fait que ces dernières années des hommes politiques progressistes aient été élus président ou dirigeant dans différents pays d'Amérique Latine (Venezuela, Argentine, Uruguay, Brésil, Bolivie, Nicaragua) et qui n'ont pas envie de marcher dans l'avenir du libre commerce que les Etats-Unis leur ont concocté, amène une collaboration politique et économique croissante avec Cuba. D'autre part il y a encore quelques pays comme le Chili, le Panama et même la Colombie et plus récemment le Mexique qui ont déjà de bonnes relations avec Cuba et veulent encore les améliorer. Et si Riguberta Menchu était élue au Guatemala? Et si, après la Bolivie, le Nicaragua et l'Ecuador deviennent membres de l'**ALBA**, on peut certainement parler d'un tournant décisif. L'influence de Cuba est incontestable et Cuba n'est certainement pas isolé.

L'image du probable futur président de Cuba, Raùl Castro (intérim depuis le 1/8/2006) est pour nous, à l'extérieur, celle d'un militaire bourru, peu éloquent et même mystérieux, parce qu'il a toujours été dans l'ombre de son frère. Il a toujours été le fidèle serviteur de la Révolution qui pouvait compter sur l'admiration de Che Guevara (quand Che fut proposé par Fidel, en 1957, comme «comandante» dans la Sierra Maestra, il était profondément choqué car il estimait que cet honneur revenait d'abord à Raùl).

En réalité Raùl est un homme plutôt réservé qui ne vise pas la tâche ingrate de premier dirigeant Cubain. Mais il a beaucoup d'influence et de pouvoir en tant que Ministre de la Défense et chef suprême de l'Armée Révolutionnaire (F. A. R.). Cette armée du peuple occupe une place unique, car elle est pratiquement auto suffisante avec ses entreprises agricoles, ses hôtels, ses magasins, etc...

Grâce à cela le budget de l'état est consacré essentiellement aux soins de santé, à l'enseignement, aux subsides pour les aliments et aux travaux d'infrastructure.

On murmure également que Raùl Castro serait une figure de transition qui prône plus d'ouverture, car moins orthodoxe au niveau économique que son frère Fidel.

Alors, peu de choses vont changer après la disparition de Fidel ?

Une autre possibilité serait sa démission (pour raisons de santé, comme maintenant -nov. 2006- ou pour n'importe quel raison). On estime parfois que l'actuel président est déjà en train d'exécuter son testament. On entend par là une série de mesures prises ces dernières années: le doublement des bas salaires, la restauration des écoles, des hôpitaux, de bâtiments sociaux, de chaînes de magasins, la restructuration de l'industrie sucrière, la diversification de l'économie en général, le renouvellement des installations énergétiques, la digitalisation du réseau téléphonique et internet, l'extension du tourisme, le retrait de l'utilisation du dollar dans la vie quotidienne (il n'est pas défendu de posséder des dollars et ils peuvent être changés dans les banques et les agences de change contre le Peso Convertible -CUC-, mais moyennant le paiement d'une taxe qui n'est pas appliquée à d'autres monnaies), la lutte permanente et sans pitié **contre la corruption rampante**, l'achat de nouveaux moyens de transport, etc.

Fidel Castro veut clairement laisser un pays plus prospère, plus social et indépendant, meilleur qu'il ne l'a jamais été.

Et qui doit garantir cela ?

Que ce soit sous la direction de son frère Raúl ou non, les principales figures dirigeantes du pays continueront dans ce sens. Ainsi il y a : le déjà nommé Carlos **Lage**, Ricardo **Alarcón** (président du parlement, ex ambassadeur à l'ONU, ex ministre des Affaires Etrangères très respecté à l'intérieur du pays et à l'étranger), José Ramón **Balaguer** (ministre de la Santé Publique et proche de Fidel), Felipe **Pérez Roque** (ministre des Affaires Etrangères et diplomate de haut niveau très respecté, ex secrétaire du président). Il y a également des ministres, parfois âgés, moins connus en dehors de Cuba, mais également beaucoup de jeunes ministres, dirigeants syndicaux, dirigeants étudiants et dirigeants des organisations de masse (la «vraie» société civile). **Machado Ventura** est un de ces vétérans de la Révolution, mais aussi **Esteban Lago**, plus jeune et **Francisco Soberon** (directeur de la Banque Nationale) et a ne pas sous estimer **Abel Prieto**, le ministre de la Culture (dont on prétend qu'il peut contredire Fidel sans sourciller).

Un nom à noter est celui de **Otto Rivero Torres**, 35 ans, (dirigeant étudiant et ex secrétaire de la U. J. C., les Jeunesses Communistes) qui est devenu en décembre 2004 vice-président du conseil des ministres et de facto vice-président de Cuba.

Tant Lage que Pérez et Rivero sont de brillants économistes.

Le rêve Américain ?

Et nous arrivons ainsi à la soi-disant société civile qui a également ses projets pour l'avenir. Ces soi-disant figures de l'opposition -qui se représentent surtout eux-mêmes- et qui se trouvent à la tête de groupuscules qui s'intitulent partis, avec un cachet social-démocrate, social-chrétien, libéral ou défenseurs des droits de l'homme et qui reçoivent un soutien financier et logistique de l'extérieur et appellent au soutien de mouvements homonymes à l'étranger. Ces groupuscules reçoivent beaucoup de soutien à l'étranger mais ne se reposent sur aucune base à l'intérieur de Cuba. Leurs scénarios se basent sur des instructions reçues d'Europe (social-démocrate ou de droite), de Washington (ultra conservateurs) ou de Miami (carrément fasciste, même terroriste et revanchiste avec des traits maffieux).

Rien que le sommaire des scénarios serait banalement long. Certaines idées sont tellement absurdes et naïves qu'il vaut mieux ne pas y attacher la moindre attention. D'autres sont plus réalistes et clairement basés sur une connaissance des faits. A partir de l'Europe on veut imposer une structure semblable à la nôtre : une économie de marché socialement corrigée; ce qui viendra des Etats-Unis est connu, il suffit de regarder, par exemple, les 16 dernières années au Nicaragua (selon les sources 70 à 80% de la population y vit sous le seuil de pauvreté).

Ce qui est unanimement sous estimé c'est qu'il existe un tissu social, après 45 ans de recherches, d'expérimentations, de chutes et de redressements, de larges discussions sociales, de participation, de concertation et de maintien de l'idéal humaniste.

C'est pourquoi les **plans d'invasion** (qui existent, voir le site web du gouvernement des Etats-Unis - USGOV) pour susciter une révolte populaire sont une absurdité. 70% des Cubains sont nés après 1959 et selon des enquêtes «hors de tout soupçon (c'est-à-dire pas pro Castro) et donc «sûres» (faites par un bureau de marketing Belge à la demande d'entreprises britanniques) 80% de la population soutient l'actuel système socialiste. Ceci est d'ailleurs confirmé par les deux référendums à ce sujet.

Malgré cette réalité Bush a chargé, en 2004, Colin Powell, alors ministre des Affaires Etrangères, d'établir une commission gouvernementale chargée d'élaborer un plan, nommé «Transition démocratique à Cuba». En même temps on prévoyait 60 millions de dollars par an pour financer le démarrage de cette démocratisation et surtout pour empêcher que Raùl ne succède à son frère.

En 2005 Condoleeza Rice (successeur de Colin Powell) rend le plan public et nomme Cabb McCarry (qui avait chassé Aristide, président élu d'Haïti) comme coordinateur. Nous la citons: «Nous voulons donner une impulsion à la société civile Cubaine, afin qu'elle puisse mieux s'organiser» (sic). En juillet 2006 paraissait une version retravaillée avec un budget de 80 millions de dollars et un volet secret qui, évidemment, ne peut que contenir des plans militaires.

Ce «**plan Bush**» inclut la restitution d'anciennes propriétés, la privatisation de l'économie, de la santé et de l'enseignement, la libéralisation du marché ... soit renvoyer Cuba socialement au Moyen Age. Avec leur hypocrisie habituelle ils n'utilisent pas le mot «privatisation» mais «moderniser», alors que les détails montrent clairement ce qu'ils veulent dire.

L'exigence de la restitution d'anciennes propriétés était déjà reprise dans la loi extra territoriale Helms-Burton. Par cette loi des entreprises qui font du commerce avec Cuba ou qui, par exemple, investissent dans l'économie Cubaine et démarrent des joint-ventures, peuvent être attaquées et condamnées aux Etats-Unis. Ceci est très important pour l'industrie touristique et l'industrie du nickel, actuellement sources de rentrées principales pour Cuba (à côté des dollars envoyés par les Cubains vivants aux Etats-Unis). Beaucoup de chaînes hôtelières Canadiennes et Espagnoles sont ainsi co-proprétaires d'hôtels à Cuba. Si tout se déroulait comme les Etats-Unis le veulent, ces entreprises perdront leurs biens.

Wayne Smith, expert de Cuba et ancien diplomate des Etats-Unis à La Havane, favorable à une normalisation des relations avec Cuba, est sidéré par ce plan: «Ceci est une intervention flagrante dans les affaires internes d'un autre pays. Ils parlent de rendre une transition plus facile et de la superviser. Qui nous donne ce droit ? ».

Grand problème pour les Etats-Unis: au sein du «mouvement dissident» à Cuba et chez les exilés Cubains aux Etats-Unis, malgré les gigantesques sommes d'argent investies, il n'y a personne, mais alors personne, ayant assez de charisme pour prendre la tête du mouvement et d'autre part tout ces groupuscules se haïssent entre eux.

N'oublions pas que Cuba n'est pas l'Europe de l'Est. Après la seconde guerre mondiale le communisme a été imposé de facto par l'Union Soviétique aux Est Européens. **A Cuba la population a clairement opté pour ce système.** Et on s'est toujours distancié des influences staliniennes, le Che a condamné l'Union Soviétique pour des pratiques colonialistes, il y a eu la crise des fusées et quand la perestroïka a commencé Cuba n'a pas joué le jeu et a repris les idées et les idéaux de José Marti : patriotisme, indépendance, souveraineté, concertation et participation de la population.

C'est justement parce que Cuba est plus démocratique que l'on veut nous faire croire et parce que toute une génération de jeunes intelligents et bien formés est prête, qu'on s'hypnotise sur le symbole de la figure de Fidel Castro qui a déjà pris sa place dans l'histoire.

Beaucoup dépendra du pourquoi et quand Fidel Castro quittera la scène (pour maladie, renonciation ou décès) et surtout de qui sera au pouvoir à Washington à ce moment là.

Une réflexion de ma propre expérience. Les diplomates Cubains sont habitués à la question «Après Fidel, quoi ?». Mais des centaines de conversations avec des Cubains à Cuba et hors de Cuba démontrent qu'ils s'étonnent encore toujours de cette question. Pour les anciens le système de la «révolution» est tellement évident et éternel qu'ils ont difficile à s'imaginer autre chose, et pour les moins de 50 ans en général la réaction est; «Cela ne m'a jamais inquiété. Pour moi Fidel a toujours été là. Pour le moment il personnifie le socialisme qui ne disparaîtra pas avec lui»...**«ce n'est pas parce que l'architecte meurt que le bâtiment s'écroule».**

Lors d'une rencontre à l'Université de La Havane (17 novembre 2005) Fidel Castro a parlé de sa santé après la rumeur de la CIA qu'il aurait la maladie de Parkinson. «On m'a déjà tellement déclaré mort que lorsque je serai vraiment mort personne ne le croira... et si je deviens trop vieux et trop malade je me retirerai...». Mais ses déclarations les plus importantes concernaient la lutte contre les inégalités, la corruption et les «nouveaux riches».**«Le plus grand danger pour notre système socialiste n'est pas les Etats-Unis mais ce sont les Cubains eux-mêmes. Notre révolution ne peut que se détruire elle-même».**

Encore plus remarquable fut le discours de clôture de **F. Pérez Roque**, ministre des Affaires Etrangères, lors de la session parlementaire du 23 décembre 2005.

«...que se passerait-il si tu ne réussis pas à vaincre les difficultés et corriger les erreurs qui mettent en danger tes principes ? Que se passera-t-il quand les dirigeants historiques ne seront plus ? Ce parlement est un défi. Cette réunion est suivie par des millions de compatriotes, dans cette petite île rebelle qui dit aux Etats-Unis; «Vous ne pouvez pas nous vaincre»...c'est ça le motif de leur haine, la haine d'une oligarchie corrompue arrivée au pouvoir par la fraude...nous devons nous battre pour rester inattaquables politiquement et idéologiquement, ce qui n'était pas un problème jusqu'à aujourd'hui parce que la génération qui a fait la révolution est toujours là...aujourd'hui le peuple est au pouvoir mais nous ne pouvons pas garantir le socialisme parce qu'il est inscrit dans la constitution...aussi longtemps que nous pouvons compter , par consultation, sur le soutien de la grande majorité de notre peuple, nous résisterons...mais nous ne pouvons pas être naïfs, qui garantit que la majorité pourra continuer à jouir de la plus grande part des entrées ?».

Ricardo Alarcón de Quesada, président du Parlement; «Ce qui arrivera après Fidel est un postulat fautif. Comme si la Révolution Cubaine serait une affaire de quelques petits vieux. La nouvelle génération est même plus compétente que nous à l'époque. L'avenir se sont trois et presque quatre générations. La Révolution est l'œuvre de millions de Cubains et pas celle d'un seul homme...L'âge moyen des représentants du peuple est le même que l'âge de la Révolution, 45 ans, et quand vous connaissez l'âge de Fidel et le mien, vous pouvez vous imaginer combien de très jeunes personnes occupent des places de dirigeant...».

Pour finir nous donnons la parole à Fidel Castro lors d'un débat télévisé en 2002:

«Là-bas, aux Etats-Unis, les impérialistes parlent toujours d'un Cuba après Castro. Les révolutionnaires parleront d'un «après Castro», d'un Cuba post communiste, le jour où ils entendront parler d'une Amérique post capitaliste et d'un «après Bush»... et début novembre 2006: «J'étais mort une fois de plus! Maintenant ils vont devoir me réincarner ! »

Dans le livre-interview d'Ignacio Ramonet il y a un chapitre entier sur Cuba après Fidel qui vaut la peine d'être consulté.

Paul Evrard est rédacteur en chef de CubaSi.

(remerciements à Freddy Tack)

Bibliographie:

- Democracia en Cuba ? C. Mendez Tovar, ed. J. Marti, Habana.
- Cuba, dilemmas of a revolution. J. M. del Aguila, Westview Press, Oxford.
- Cuba, quelle transition ? A. Alonso Tejada, éd. L'Harmattan, Paris.
- Cuba, a revolution in motion . I. Sanay, ed. Fernwood, Canada.
- Cuba, réformer la révolution. A. Linard, éd. Grip, Bruxelles
- Cuba, tout changera demain. B. Corbett, éd. Alvik, Paris.
- Cuba, a new history ? R. Gott, Yale University Press.
- After Fidel. The inside story. B.Latell, ed. Palgrave MacMillan, NY.
- Mañana Cuba. A. Sorel, RD editores, Sevilla.
- F. Castro, Cuba et les Etats-Unis (conversations avec R. Alarcon). Salim Lamrani, éd. Le temps des Cerises, 2006.
- Fidel Castro. Biografia a dos voces. I. Ramonet, ed. Debate, Madrid.
- Cien Horas con Fidel. I. Ramonet, Habana, 2006.
- Fidel Castro. Biographie à deux voix. I. Ramonet, éd. Fayard, Paris (Fév. 2007)
- My life, Fidel Castro with Ramonet. Ed A. Lane, Penguin (march 2007)

La source originale de cet article est [Cubamigos](#)

Copyright © [Paul Evrard](#), [Cubamigos](#), 2007

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca